

sieurs est devenu pour tous une cause, et la passion a produit la conviction. Pendant que les États du Sud, meilleurs que leurs maximes, sont emportés à des énormités qui les perdront, les États du Nord jettent des semences qui ne cesseront plus de fermenter, ils promulguent des édits de libération universelle, ils sont même entraînés à des concessions que n'avait pas prévues leur orgueil, jusqu'à enrôler l'affranchi sous leurs drapeaux, et jusqu'à contracter avec lui cette fraternité des armes qui appelle l'égalité civile. La guerre des États-Unis, commencée au nom de l'esclavage, n'a plus que son abolition pour conclusion suprême et pour excuse; comme si la mystérieuse justice de la Providence avait voulu, avec tout le sang des blancs follement versé, les racheter eux-mêmes, laver et tarir la trop longue iniquité commise sur le nègre!

Eh bien! la question réduite à ces termes simples, y a-t-il pour la France deux façons de penser et deux manières d'agir?

Certes, nous espérons que si jamais la reconnaissance des États du Sud a lieu, ce sera le plus tard possible, à la dernière extrémité. L'Angleterre, qui n'a guère de prudence en fait de droit des gens, a résisté des années à ses désirs et à ses rancunes, avant de traiter officiellement avec les colonies détachées de l'Amérique espagnole; la France, à qui tous ses

intérêts conseillent la neutralité, sera-t-elle moins scrupuleuse? aura-t-elle moins d'égards pour un peuple qui fut toujours son allié et son ami, pour un gouvernement qui hier encore repoussait les offres de Juarez? Dans la situation présente des choses, une reconnaissance que ne suivrait pas une médiation armée, serait une investiture inutilement donnée à une insurrection méprisable, elle nous compromettrait en pure perte, elle prêterait un appui moral aux États du Sud sans ôter une ressource matérielle aux États du Nord; nous aurions attisé le feu, et nous ne tenterions même pas un effort pour l'éteindre!

Nous devons ajouter qu'une telle démarche, envisagée en elle-même, ne serait pas sans gravité. Lorsque, au Congrès de Paris, l'Empire ottoman, réputé hors la loi, *ex lege*, par un droit public immémorial, fut accueilli dans le concert européen, dans la famille des nations civilisées, ce fut une nouveauté qui ne passera point inaperçue devant l'histoire; que serait-ce si dans *cette auguste confrérie de la chrétienté* (1) venait s'asseoir, conduite et présentée par la France, une république servile, deux fois fratricide par l'inspiration qui l'a conçue et par les moyens qui l'ont enfantée, une république pour laquelle l'esclavage

(1) Madame de Staël.

serait, non pas, comme pour le Brésil ou l'Espagne, une souillure accidentelle, une excroissance parasite et transitoire, mais le principe constitutif et la raison d'être, une république qui, à l'ombre de la Croix, en pleine lumière évangélique, dix-huit cents années après la mort du Christ, ferait tranquillement les œuvres du paganisme? Tout effrayés d'une vision pareille, nos regards se détournent involontairement vers le trône d'où une lignée de vieillards sacrés, depuis Alexandre III jusqu'à Grégoire XVI, lança si souvent l'anathème contre l'asservissement de l'homme à l'homme. Quel contraste! ou plutôt quelle instructive harmonie! Ici, l'humiliation, le pouvoir à moitié détruit, la royauté énermée et mutilée, la liberté menacée du vicaire de Celui que les siècles ont nommé le libérateur éternel; là, l'esclavage réhabilité et couronné! Ces deux spectacles, placés dans les deux hémisphères, sont dignes l'un de l'autre, ils sont le signe des temps.

Mais, quoi qu'il en soit, réclamer plus qu'une reconnaissance diplomatique des États du Sud, contraindre notre patrie à se battre pour eux, à leur livrer le Mexique, à se faire elle-même la pourvoyeuse de l'esclavage, c'est un rêve qui ne s'accomplira pas, ses auteurs en seront pour leurs frais. L'épée de la France, cette épée dont un roi chevaleresque et malheureux brisait les chaînes des derniers

captifs d'Alger, s'entrelaçant au fouet du planteur négrier! dans les lieux où flotta sur le berceau d'une république le drapeau blanc, le drapeau tricolore protégeant de ses plis glorieux l'inviolabilité du gibet de John Brown! Non, grâce à Dieu, cela n'est pas possible, cette joie sera refusée aux ennemis de la liberté, aux âmes basses qui jappent et ne se possèdent plus, toutes les fois qu'elles flairent dans un coin du monde une servitude à défendre.

Nous ne savons si quelques personnes se flattent de trouver dans une reconnaissance octroyée aux États du Sud la rançon de l'esclavage; en tout cas, nous les inviterions à dépouiller vite cette illusion. Quant à une promesse d'abolition à bref délai ou à long terme, on ne l'aura pas, on ne l'aura jamais; la demander à la nouvelle Confédération, même pour prix d'une coopération armée, ne serait pas moins naïf que de dire à l'Empire ottoman de se faire baptiser, ou, si l'on aime mieux, que d'offrir à l'Angleterre un traité de paix perpétuel, pourvu qu'elle renoncât amiablement à Gibraltar, Malte, Hélioland, Aden et autres petites bagatelles perdues dans l'espace. Qu'on essaye, au surplus, qu'on tente l'aventure, et l'on verra; nous prévenons qu'une proposition de cette sorte, formulée avec injonction et sommation, du ton qui est à la mode, par exemple, pour convier le Pape aux réformes, aurait chance de

rapprocher des États du Nord les États du Sud, et serait peut-être la manière la plus prompte de restaurer l'Union. Tout ce qu'on peut espérer sans trop de présomption, c'est de circonscrire le fléau : la Confédération méridionale s'engagerait au *statu quo*, elle ne profanerait pas le sol libre du Mexique qui lui serait annexé, elle consentirait à être un parc à esclaves, une espèce de Chine fermée où l'on élèverait l'homme à coton, comme dans l'autre on élève le ver à soie. Hélas ! nous avons sous les yeux l'échantillon d'une Confédération mi-partie de territoires à esclaves et de territoires libres ; l'épreuve a-t-elle si bien réussi, qu'il soit urgent de la recommencer ? Les États du Nord ont été d'une complaisance qui touchait à la complicité, ils se sont prêtés à tout, au bill des fugitifs, à leur extradition sans jugement préalable, au compromis du Missouri, qui autorisait la servitude à s'ébattre à l'aise dans une zone déterminée, à l'abrogation de ce compromis qui, cette zone suffisamment remplie de noirs, devenait d'une licence une barrière, à la jurisprudence qui forçait le Kansas à recevoir, malgré le vote de ses députés, l'impure institution ; qui conférait aux planteurs le droit de se transporter où ils voudraient, avec leur troupeau d'hommes comme avec leur meute de chiens, et de n'être régis que par la loi de leur domicile ; à quoi tout cela a-t-il abouti ? Un jour est arrivé où la contra-

diction sourde a dégénéré en une éclatante rupture. A la place des États du Nord mettez le Mexique : il sera le jouet débile des mêmes fantaisies arrogantes et brutales, jusqu'au moment où il sera leur proie, pour un prétexte ou pour un autre, pour une infraction quelconque au pacte fédéral, parce que, en chaire, ses moines auront mal parlé de l'esclavage, ou parce que ses habitants auront recélé des esclaves.

L'annexion du Mexique aux États du Sud reconnus, leur alliance offensive et défensive, leur union sous une forme plus ou moins intime, tendraient encore à un autre résultat peu enviable : elles ne feraient que grossir la part de l'Angleterre ; car, ne cherchons pas à nous abuser, ce qui se prépare en Amérique n'est pas pour nous. Lord Chatham disait qu'il ne prendrait pas la peine de discuter avec tout citoyen britannique assez aveugle pour ne pas apercevoir l'intérêt de la Grande-Bretagne à l'intégrité de l'Empire ottoman. A notre avis, un dédain égal est dû à tout Français qui ne voit pas l'intérêt de la France à l'intégrité de la république américaine. Celui-là qui nous démentirait ne se rappelle donc pas ce qu'étaient pour l'Angleterre les États-Unis : son trouble-fête dans le Nouveau-Monde, le point obscur de son immense et éblouissante prospérité ! En Europe, presque rien ne la gêne, elle trouve l'île de Périm à sa convenance, la saisit et la dérobe au

Turc, l'année même où dans un traité solennel elle a fait jurer à toutes les puissances le respect de l'intégrité de cet Empire ottoman; en Amérique, elle a aussi des caprices, elle s'avise de mettre le pied à Saint-Jean de Nicaragua et dans l'île du Tigre : les négociants de New-York tempètent et crient, il faut déguerpir, et la reine des mers s'exécute, après avoir déclaré par l'organe du *Times* que, tout bien pesé, il n'y a pas de *déshonneur positif*. L'affaire du *Trent* a été la première revanche de la vieille métropole, hier encore si bénigne devant son enfant rebelle, qui semblait venu tout exprès pour la former à l'humilité et à la patience. Il est certain, mathématiquement certain, que l'événement qui scindera en deux nations les États-Unis, aura, pour l'Angleterre, le double avantage d'affaiblir un rival et de créer un vassal (1). Le rival, mais le rival diminué, continuera à être le peuple industriel, commerçant et marin, toujours objet de suspicion et de surveillance pour sa concurrence sur l'Océan, dans les mers du

(1) Qu'il nous suffise de citer les paroles que prononçait en 1859 au Sénat américain M. Jefferson Davis, aujourd'hui président de la Confédération du Sud; il était alors partisan de l'Union, qui était régie par lui et les siens : « Les enseignements et la philanthropie des Anglais sont pour nous ce qu'était le cheval de bois pour les Troyens, ils recèlent un mal secret. Ils ont pour objet, je crois, la séparation des États, la ruine des États maritimes et manufacturiers, qui sont les rivaux de l'Angleterre, mais non celle des États du Sud, qui contribuent à sa richesse et à sa prospérité. »

Japon et de la Chine, pour son contact incommode avec les colonies du Canada, de l'Orégon, de la Colombie, de l'île Vancouver. Le vassal sera nécessairement le peuple issu de l'insurrection; une hostilité commune et solidaire, le besoin d'une protection contre le Nord le rendront tout anglais, et en outre le protecteur-né de cette république agricole se trouvera être son plus fort consommateur, le capitaliste qui lui fera des avances de fonds, le spéculateur qui aura le plus de matières premières à lui acheter et le plus de produits manufacturés à lui vendre, le filateur dont la fabrication absorbe par an 2,260,000 balles de coton contre 6 à 700,000 employées par la France. Peu à peu, sans intrusion violente, par un mouvement naturel qu'accélérera le libre-échange, Londres remplacera New-York dans l'exploitation des États du Sud; le phénomène dont nous sommes témoins se régularisera et s'étendra : avant la guerre, le trafic entre les États-Unis et la France se faisait directement, mais presque exclusivement, pour les huit dixièmes, sous pavillon américain; la guerre survient, le gouvernement fédéral arme tous ses bâtiments et distribue les commandements à ses capitaines au long cours, l'Angleterre recueille le service des transports, et aujourd'hui la plupart des marchandises américaines nous arrivent par la voie anglaise, avec les inévitables retards d'un trajet in-

direct, toutes grevées des frais d'entrepôt qu'elles ont subis à Liverpool. Si le démembrement actuel se consolide d'une manière définitive, l'avenir verra probablement l'Amérique du Nord se dépecer encore, trois ou quatre républiques, tout au plus rattachées ensemble par le lien diplomatique, s'élever sous l'influence de l'Angleterre, qui, de son établissement militaire des Bermudes, comme d'un promontoire inaccessible, les tiendra en laisse; elle augmentera du Maine le Canada, ou peut-être, après s'être assuré un traité de commerce, rendra-t-elle sa colonie à l'indépendance; elle se contenterait alors de faire la police et d'exercer le monopole de cette mer intérieure qui, depuis les bouches du Saint-Laurent jusqu'à celles du Mississipi, baigne d'un flot non interrompu les plus riches contrées du globe.

Enfin, ne fût-elle pas nuisible, la reconnaissance de la Confédération méridionale serait oiseuse et stérile, elle attirerait la France, et le Mexique à sa suite, dans des querelles qui n'ont pas d'issue.

Les États du Nord, d'abord, s'imagine-t-on qu'ils mettront bas les armes dès qu'un ministre français aura été accrédité à Richmond? S'il est quelque chose de plus essentiel à un peuple que ses frontières naturelles, c'est la liberté de ses débouchés naturels; en dépit des sages réglemens du congrès de Vienne sur

la neutralisation des fleuves, l'Allemagne laisserait-elle la Russie s'approprier l'extrémité orientale du Danube? et la Russie à son tour renoncerait-elle sans coup férir à l'accès de la mer Noire? Or, ce qu'on ne peut envisager en Europe qu'à travers la poussière de cent batailles, un trait de plume, un décret ou un protocole inséré on ne sait où, l'imposeraient d'emblée en Amérique; plus de vingt millions d'hommes, répandus de New-York aux vallées de l'Ohio et du Missouri, abandonneraient avec une résignation lâche l'empire du Mississipi et de ses innombrables affluents, leur voie principale de communication, leur grand chemin stratégique et commercial, leur entrée dans le golfe du Mexique, l'instrument et le véhicule de leur fortune, l'artère, ou, comme s'exprime un économiste contemporain (1), le *poumon* qui les fait respirer et se dilater au dehors! Déjà, à deux reprises, les Américains ont montré quel prix ils attachent à la garde exclusive de la Nouvelle-Orléans; pour eux il y va d'une question de vie ou de mort. Dans les premières années de leur émancipation, c'était l'Espagne qui régnait sur le delta du Mississipi; sa faiblesse et son indolence sous Charles IV devaient les rassurer, elle leur avait même conféré le droit d'entrepôt à l'embouchure du

1) M. Michel Chevalier, *Lettres sur l'Amérique du Nord*.

fleuve ; n'importe, les contestations furent sans intermittence, elles tournaient en conflit lorsque, en 1800, par le traité de Saint-Ildefonse, la Louisiane revint à la France. Les garanties de bon voisinage semblaient plus sérieuses encore : les compatriotes de Rochambeau et de La Fayette n'allaient-ils pas être les bienvenus, n'étaient-ils pas des hôtes amis pour une terre dont ils avaient été les soldats et les libérateurs ? Tout fut vain : à l'aspect de la France, tenant dans ses mains puissantes les clefs du Mississipi, la guerre parut aux États-Unis imminente et urgente sous peine d'un suicide national. Washington avait depuis longtemps prévu et accepté la douloureuse éventualité ; Jefferson lui-même, le plus Français de tous ces Anglo-Saxons, ne recula pas devant elle, sa condescendance eût été pour la république entière, pour les provinces de l'Ouest en particulier, une irrévocable déchéance. « Il n'y a, écrivait-il à M. Livingston, ministre américain à Paris, il n'y a sur le globe qu'un seul point dont le possesseur soit notre ennemi naturel et habituel : c'est la Nouvelle-Orléans. C'est par là, en effet, et par là seulement, que les produits des trois huitièmes de notre territoire peuvent s'écouler, produits que la fertilité du sol doit élever bientôt à la moitié de notre production totale. En nous fermant cette porte, la France fait acte d'hostilité contre nous. Établir un point de contact et de froissement

perpétuel entre la France et l'Amérique, créer entre eux des rapports aussi irritants, c'est rendre impossible l'amitié des deux peuples. Le jour où la France s'emparera de la Louisiane, elle prononcera la sentence qui la renfermera pour toujours dans la ligne tracée le long de ses côtes par le niveau des basses mers ; elle scellera l'union de deux peuples qui, réunis, peuvent être maîtres exclusifs de l'Océan ; elle nous contraindra à nous marier avec la flotte et la nation anglaises (1). » Napoléon, encore premier consul, sentit au dernier moment qu'il engageait la France dans une lutte contre la force des choses, il céda aux États-Unis la Louisiane ; quels qu'aient été les mobiles déterminants de sa conduite, qu'on puisse ou non lui reprocher d'avoir échangé contre la somme insuffisante de 80 millions une superficie qui dépassait un million de milles carrés, il n'obéit pas moins à cette vérité banale et profonde, dont plus tard il fut trop oublieux dans les fumées du despotisme : c'est que, pour établir la paix entre deux peuples, il ne faut pas commencer par glisser dans leurs rapports mutuels un cas de guerre perpétuel.

(1) *Jefferson*, par Cornelis de Witt, pages 273 et suiv. On peut voir également, dans cet intéressant ouvrage, avec quelle intolérance jalouse les États du Sud, dont on voudrait faire les Français de l'Amérique, se sont montrés les plus ardents à faire passer la Louisiane sous le laminoir anglo-saxon.

Tant d'exemples, tant de mémorables enseignements seront-ils perdus pour notre génération ? Les circonstances ne sont plus les mêmes, répliqueront les séparatistes ; oui, cela est évident : à la place de la république naissante de 1800, on a devant soi un géant ; l'Hercule dont parlait M. Thiers, est sorti de son berceau, les contrées de l'Ouest, les plus intéressées de toutes à la libre navigation du Mississipi, ont transformé leurs déserts et leurs forêts en des ruches d'hommes actifs, ambitieux, audacieux, insoucians de tous les obstacles ; et tandis que les États du Nord ont ainsi grandi, le voisin qu'on prétend leur donner à la Nouvelle-Orléans, le suzerain et le tuteur de leur indépendance, ce n'est plus ni l'Espagne ni la France, ce sont leurs révoltés d'aujourd'hui, qui seront demain et toujours leurs irréciliables ennemis !

Mais du côté des États du Sud la situation sera-t-elle améliorée ? eux, du moins, seront-ils contents ? les offenses et injures qui leur paraissent assez graves pour motiver la ruine de leur patrie, seront-elles éteintes ? Non ; elles seront là, vivantes et poignantes comme au premier jour. Les esclavagistes se plaignent de la propagande exercée contre leur institution particulière ; ils déclarent qu'avec les prédictions et les publications des abolitionnistes ils ne sont plus maîtres chez eux ; ils s'irritent du refuge

prêté aux fugitifs, des excitations qui sont adressées, de la tentation qui est offerte à leurs noirs, même par le spectacle muet d'une terre libre. Le mal est sans remède ; loin de le guérir, leur triomphe ne tendra qu'à l'envenimer. Longtemps, trop longtemps peut-être, par respect pour le pacte fédéral comme par zèle pour l'Union, les États du Nord ont patienté, ils se sont retenus, ils ont traité l'esclavage avec des ménagements excessifs, ils l'ont autorisé, de 1790 à 1860, à quadrupler sa caste, à la porter de 700,000 à plus de 4 millions de sujets. Une fois la scission consommée, ce sera tout autre chose : plus de compromis, plus de bill des fugitifs, plus de merci, plus de pitié ; la conspiration reprendra avec une impétuosité accrue de toutes les jalousies et de toutes les rancunes ; l'esprit de justice et l'esprit de vengeance mêleront leurs souffles, ils feront perpétuellement remuer et gémir les assises de cette société, assises qui seront de la chair vivante d'hommes garrottés et fustigés. Les États du Sud se défendront au dedans ; malheur à l'esclave ! Il expiera pour les coupables : contre lui, les lois terribles qui existent déjà dans la Caroline, seront déployées ; contre lui, la peine de mort à tout propos, pour un mot, pour un signe, parce qu'il aura été trouvé porteur de proclamations ou de brochures qu'il ne saura même pas lire ! On le séquestrera de plus en plus, l'isolant de

ses semblables, lui refusant le mariage, la famille, l'instruction, la religion, le laissant sans foyer, sans école, sans autel, on s'évertuera à résoudre l'insoluble problème de l'esclavage, qui consiste à faire que la créature, marquée au front par le Créateur pour être un homme, continue à l'être par les bras et cesse de l'être par l'âme. Ce ne sera pas assez : par une fissure ou par une autre, la liberté s'insinuera du dehors ; que ce soit la faute de la Providence ou du siècle, de la conscience ou de l'opinion, de l'Évangile ou de la presse, toujours est-il que l'esclavage est fini, il tombera où sont tombées tant d'inégalités plus protectrices ou moins oppressives. Il a suffi d'un chef de bandes comme Rosas, dictateur grossier d'une anarchie tumultueuse, pour ébranler le Brésil, en semant l'insubordination et l'espérance parmi ses esclaves ; il a un instant suspendu sur le vaste empire portugais que Montevideo sépare de Buenos-Ayres, la menace d'un nouveau massacre de Saint-Domingue : qu'arrivera-t-il du choc immédiat, quotidien, permanent, des deux grandes Confédérations de l'Amérique septentrionale, qui seront côte à côte, qui se toucheront par tous les bouts, que rien ne divisera, rien qu'une haine incessamment fomentée par l'esclavage ?

A moins que les habiles gens qui poussent la France à reconnaître les États du Sud, ne la décident

subsidiairement à corriger les États du Nord de leurs préjugés abolitionnistes, à inscrire à main armée dans leurs codes des pénalités afflictives et infamantes pour toute attaque, toute bulle, tout mandement, tout discours, tout article contre la servitude, à s'arroger un droit de visite d'un nouveau genre dans leurs provinces, pour y déterrer les pauvres noirs fugitifs qu'elle restituerait elle-même à la potence de Charlestown, la paix entre les deux Confédérations serait à peine une trêve, la guerre renaîtrait toujours ; sous prétexte de fermer une blessure, on aurait ouvert un ulcère ; le coton ne reviendrait pas plus sur les marchés de l'Europe que le travail dans les plaines inquiètes de la Virginie et de la Géorgie ; et, comme au demeurant c'est à la liberté, personnifiée dans les États du Nord, qu'appartiennent le nombre, l'industrie, les progrès accomplis ou en germe, l'énergie aventureuse et féconde, la vie, à elle aussi, à la liberté, appartiendra, dans un dernier combat, la dernière victoire !

En résumé, la destruction de l'Union américaine, précipitée ou sanctionnée par la France, froisserait toutes nos maximes, toutes nos traditions, tous nos intérêts ; notre devoir est dans une neutralité bienveillante pour le Nord et inflexible pour le Sud : devoir qui s'étend et s'éclaire encore, si nous songeons au Mexique ! Joindre à notre expédition ac-

tuelle une immixtion quelconque dans le duel qui se poursuit sur les bords du Potomac, ce serait provoquer à plaisir les complications, embrouiller et aggraver deux affaires dont chacune est énorme. Pour la sécurité future de l'établissement que nous hasardons à Mexico, il est à désirer que la guerre des États-Unis porte son fruit : la liberté de l'homme. C'est l'esclavage qu'on retrouve au fond de toutes les calamités présentes comme de toutes les iniquités passées de l'Amérique ! C'est lui qui a envahi le Texas, intimé diplomatiquement à l'Espagne le commandement de ne pas se faire abolitionniste à Cuba, dessiné à l'avance au Mexique quatre grands territoires qu'il se promettait de peupler avec sa matière noire ! C'est lui, l'appétit esclavagiste, qui a vraiment été au Nouveau Monde le démon de la conquête ! Fasse le ciel que le principe de désordre soit coupé par sa racine ; et peut-être quelque repos sera-t-il accordé dans l'avenir à nos fondations mexicaines !

CHAPITRE IX

CONCLUSION.

Ne l'oublions pas : même toute seule, la régénération du Mexique par une monarchie est une expérience assez vaste pour satisfaire la politique la plus active ou la plus agitée ; elle a de quoi, durant de longues et monotones années, solliciter toute l'attention et tout l'effort, détourner une portion de la substance de la France.

A nos yeux, les difficultés de la tâche ne s'atténueraient pas, alors même que, sans changer la forme du gouvernement, on se contenterait de changer la personne des gouvernants. Président ou roi, il nous faudra toujours, ne fût-ce que par respect humain, soutenir notre ouvrage ; les frais d'installation, les répugnances, les rébellions, les embûches du dedans et du dehors ne seront pas diminués ; nous n'apercevons guère, à première vue, qu'une différence : au milieu de toutes ses incertitudes, l'essai d'une monarchie laisse luire le vague et lointain espoir que si un jour, à force de peines et de temps, elle entrait sincèrement dans la vie du Mexique et y introduisait un peu de consistance, le rappel